

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14406>

# **Le coordonnateur du renseignement Bernard Bajolet présente son bilan**

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : mercredi 2 février 2011

---

**Spyworld Actu**

---

### **Le patron de la cellule créée par Nicolas Sarkozy se félicite de la coopération entre tous les services de renseignement.**

Nommé récemment ambassadeur en Afghanistan, sans que la mesure soit encore effective, le coordonnateur national du renseignement Bernard Bajolet a présenté le 26 janvier devant la [commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale](#) un bilan de ses deux ans et demi de présence à l'Élysée. Son propos public est très "lissé" sur un sujet aussi confidentiel, mais il est suffisamment clair pour que se dégagent de grandes tendances, celles que devra suivre son successeur, dont le nom fait encore l'objet de tractations entre l'Élysée et le corps préfectoral. Car il semble acquis que le futur coordonnateur ne sera ni un militaire, ni une personnalité issue du monde du renseignement, ni un diplomate. Selon nos informations, le profil de l'oiseau rare oscillerait entre celui d'un préfet "ancien", genre préfet de région expérimenté, et celui d'un fonctionnaire certes méritant, mais plus jeune. Affaire à suivre.

Devant les députés, Bernard Bajolet a tenu à mettre en avant ce qu'il considère comme sa grande réussite : "La principale avancée réside dans le fait que les services se parlent et travaillent ensemble. Cela résulte non seulement de l'action du coordonnateur mais également de celle des directeurs des services, notamment de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et de la DCRI. Auparavant, ils ne travaillaient pas aussi bien ensemble. Désormais, le risque que nous manquions quelque chose par rétention d'information entre les services est quasi inexistant."

### **Une communication optimale entre tous les services**

Le coordonnateur évoque un "bon point d'équilibre (...) au sein d'une véritable équipe, dont [il est] l'animateur". Il évoque également son rôle dans "la remontée du renseignement" des six services constituant la communauté française du renseignement, DGSE, DCRI, DRM, DPSD, DNRED (Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières) et Tracfin, qui lui envoient leurs productions quotidiennement, précise-t-il : "À charge pour moi d'identifier ce qui est susceptible d'intéresser le président de la République et le Premier ministre. J'assure ainsi la remontée des informations, qui est sans doute plus systématique qu'auparavant." Ces éléments ne veulent évidemment pas dire que les chefs des principaux services (DCRI et DGSE) n'auraient pas d'accès direct au sommet de l'État, en cas de besoin.

Le coordonnateur exerce également la veille élyséenne sur les moyens techniques dont disposent les services (moyens de calcul et d'interception notamment). Il précise que la volonté française de poursuivre en solo le lancement du projet d'imagerie spatiale Muis, successeur d'Helios, a été prise "en raison de l'absence de réponse de nos partenaires européens". Bajolet confirme au passage que le chef des armées ne laisse que très peu de marge au ministère de la Défense sur un point certes sensible, mais qui concerne des moyens tactiques : les drones MALE dont il convient de décider vite si la nouvelle génération doit être achetée, ou pas, aux États-Unis.

### **Le raté tunisien, la faute aux diplomates**

Il qualifie par ailleurs de "succès" la création de la DCRI, confirme la priorité accordée à la lutte contre le terrorisme, ouvre la porte à des recrutements non policiers au contre-espionnage (gendarmes ou autres) et explique que la DGSE est "désormais crédible auprès de ses principaux partenaires étrangers", ce qui est une vraie nouvelle... Était-elle si mauvaise avant 2008 et sa nouvelle direction ? Pas si sûr...

Sur l'absence de préavis de la DGSE avant la révolution tunisienne, Bernard Bajolet remet les pendules à l'heure : "La question de la répartition des missions entre le réseau diplomatique et les services de renseignement a été évoquée dans le cadre de la préparation du plan national d'orientation du renseignement. L'observation de l'évolution profonde des sociétés et des mouvements politiques incombe aux diplomates. Je le dis d'autant plus facilement qu'étant moi-même diplomate, je ne peux être soupçonné de chercher à me défaire à un titre ou à un autre. En tout état de cause, il n'appartient pas aux services de renseignement d'étudier les courants profonds qui traversent les sociétés, qu'il s'agisse du Maghreb, du monde arabe ou d'autres régions du monde.

En revanche, loin de s'enfermer dans un cocon, à l'abri de leurs murailles, les ambassades ont pour mission de s'informer sur les évolutions en cours dans tous les milieux de la société des pays où elles exercent (...) Le renseignement commence là où s'arrête la diplomatie - et, dans les pays fermés comme l'était la Tunisie, elle s'arrête souvent assez vite. Les services doivent donc nous renseigner sur ce qui se passe dans les cercles dirigeants et les milieux politiques, en vue d'anticiper les événements à venir."

Quant aux prises d'otages (Afghanistan et Sahel notamment), Bernard Bajolet demeure dans la ligne de la communication gouvernementale. En substance : on fait ce qu'on peut, mais on n'en dit rien !

*Post-scriptum :*

<http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-...>